

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2073

Edition du
16 mars 2015

DANS CE NUMÉRO

Un passeport pour tous les Suisses (Albert Tille)

Pas d'automatisme, mais une naturalisation facilitée pour les petits-enfants d'immigrés qui n'ont pas encore fait le pas

L'interminable feuilleton de la réforme de l'armée (Jean-Daniel Delley)

Une armée en modèle réduit pour les conflits du passé

Avenir Suisse craint la promotion économique tous azimuts (Yvette Jaggi)

Mieux vaudrait renoncer à la croissance par de nouvelles implantations et augmenter les gains de productivité

Solar Impulse, retour vers le futur (Jacques Guyaz)

Un sujet de fierté nationale et une démonstration éblouissante à l'impact pourtant limité

Un passeport pour tous les Suisses

Pas d'automatisme, mais une naturalisation facilitée pour les petits-enfants d'immigrés qui n'ont pas encore fait le pas

Albert Tille - 15 mars 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27392>

Les petits-enfants des immigrés doivent pouvoir obtenir plus facilement la nationalité suisse. Ainsi en a décidé le [Conseil national](#) par 122 voix. Au [projet concretisant une initiative parlementaire](#) de la socialiste vaudoise Ada Marra s'opposaient 51 parlementaires UDC accompagnés de six PLR et d'un PDC. Décompte sans surprise, courant normal de la politique suisse.

Ada Marra a déposé son initiative en 2008. La Suisse doit reconnaître ses enfants et cesser d'appeler «étrangers» ou «étrangères» les personnes nées en Suisse de parents nés ou élevés en Suisse, affirme cette fille d'immigrés italiens qui, par sa première intervention de parlementaire

fédérale, veut corriger un [vote populaire de 2004](#) sur la naturalisation des étrangers de la troisième génération. Ce projet avait été refusé à 51,6% (et même à 76% en Appenzell Rhodes-Intérieures), mais accepté à Berne et Bâle et à l'unanimité des cantons latins, avec des scores allant de 53,4% en Valais à 72,4% chez les Vaudois.

Pour Marra la Vaudoise, l'électorat suisse devrait accepter une version allégée du projet de 2004. La naturalisation ne sera que facilitée, au lieu d'être accordée automatiquement à la naissance. Acceptée facilement au Parlement, l'initiative a subi un retard dans son traitement en raison de la collision d'une série de dates. Il fallait d'abord

en terminer avec une [révision de la loi sur la nationalité](#) liée à celle de la loi sur les étrangers. Cette procédure en cascade a pris fin sans référendum.

Le score élogieux de 122 voix pour l'initiative Marra n'est pas une surprise. Le projet de 2004, bien que plus généreux, avait été plébiscité par 149 voix au Conseil national. L'accord du Conseil des Etats n'est qu'une formalité, lui qui avait soutenu sans opposition la naturalisation automatique.

Ce sera une autre affaire devant le peuple. Le parti le plus grand et le plus riche du pays ne manque jamais de susciter la crainte de l'étranger, même si celui-ci est déjà un vrai Suisse.

L'interminable feuilleton de la réforme de l'armée

Une armée en modèle réduit pour les conflits du passé

Jean-Daniel Delley - 13 mars 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27386>

Le redimensionnement de l'armée ne doit pas faire illusion. Même à effectifs réduits, elle reste un instrument inadapté aux risques actuels.

On ne parle plus de réforme

mais de [développement de l'armée](#). Est-ce pour éviter d'apeurer les nostalgiques de l'armée de papa, cette armada qui devait nous protéger à l'époque de la guerre froide? Le camouflage terminologique

n'a pas fonctionné. Les organisations militaires traditionnelles - le [Groupe Giardino](#) et [Pro Militia](#) notamment - ont aussitôt enjoint les députés de résister à un «[démantèlement](#)

irresponsable», l'UDC entonnant le même refrain.

Non sans un certain succès puisque la commission du Conseil des Etats a modifié dans leur sens le projet du Conseil fédéral: trois et non deux brigades mécanisées; un effectif de 140'000 et non 100'000 personnes; des cours de répétition de trois et non de deux semaines. On peut s'attendre à ce que le plénum suive le mouvement la semaine prochaine.

Il faut rappeler que le processus était d'emblée mal parti. Les deux textes censés guider cette modernisation de l'armée n'ont jamais pris acte de la transformation géopolitique engendrée par la chute du Mur. Celui relatif à la politique de sécurité (2010), deux fois renvoyé par le Conseil fédéral à son expéditeur Ueli Maurer, n'est qu'une insipide juxtaposition de constats et de propositions non exemptes de contradictions ([DP 1867](#)). Le rapport sur l'armée (2010 également) n'est pas de meilleure facture, naviguant sans cesse entre nécessité de s'adapter à une nouvelle donne et volonté de maintenir une défense armée classique.

L'immobilité dans le changement, commentions-

nous alors ([DP 1885](#)). Depuis, sur fond d'incertitude conceptuelle et de nostalgie, le Conseil fédéral et le Parlement n'ont cessé de se disputer sur le montant budgétaire à allouer à cette armée dont on peine à définir et actualiser les tâches; et le peuple a rejeté l'achat de nouveaux avions.

Que la Suisse doive disposer d'une armée bien instruite, équipée de moyens modernes et rapidement opérationnels, certes. Mais pour quoi faire? Lors du [débat d'entrée en matière](#), des sénateurs n'ont pas manqué d'évoquer la situation de l'Ukraine pour justifier le développement proposé, voire même renforcer les effectifs. Comme si des insurgés allaient s'emparer d'une portion du territoire helvétique avec le soutien d'un pays voisin ou de Vladimir Poutine! Sans parler du scénario - issu de la guerre froide - d'un déferlement de blindés et de fantassins - venant d'où? - dont la place est au musée. Or c'est bien à ce genre de menaces que persistent à se référer le département de la défense et la majorité du Parlement: armée certes redimensionnée, mais modèle réduit pour conflits du passé.

Car les menaces auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés prennent un nouveau visage. Il s'agit de la guerre économique qui vise à capter des marchés et affaiblir la force de frappe des entreprises adverses. Il s'agit de la guerre cybernétique qui permet tout à la fois de dérober des informations importantes et de paralyser le réseau de communication. Il s'agit d'attaques terroristes contre des installations sensibles (aéroports, voies de communication, par exemple). Pour reprendre le propos du stratège chinois Sun Tzu, cité lors du débat d'entrée en matière par le Vert vaudois Luc Recordon, il s'agit de vaincre l'ennemi sans combattre ou du moins en minimisant ses propres pertes.

Notre modèle réduit ne paraît guère apte à contrer ces menaces. On parle effectifs et armements alors que les services de renseignements sont notoirement sous-développés, comme l'est également la coordination entre forces de police et entre ces dernières et l'armée. Enfin, comment ne pas évoquer l'indispensable coopération européenne à l'heure où les menaces tout comme les réponses à leur adresser ne peuvent être que continentales.

Avenir Suisse craint la promotion économique tous azimuts

Mieux vaudrait renoncer à la croissance par de nouvelles implantations et augmenter les gains de productivité

Yvette Jaggi - 16 mars 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27396>

A l'instar des dénonciateurs de l'immigration massive et des critiques de la croissance démographique, mais sans citer nommément ni l'UDC ni Ecopop, Avenir Suisse s'en prend à certaines formes de la promotion économique et aux encouragements à l'implantation de nouvelles entreprises dans notre pays.

Les penseurs du *think tank* des milieux économiques suisses, qui font traditionnellement l'apologie de la libre concurrence, seraient-ils devenus protectionnistes? Voudraient-ils soudain limiter la croissance par adjonction, du moins celle qu'ils qualifient d'horizontale?

Ils pressentent le paradoxe et s'en défendent par une redéfinition de la promotion économique, beaucoup plus restrictive que la conception officielle inscrite dans le récent [Message](#) prévoyant le financement fédéral des efforts promotionnels pour les années 2016 à 2019, et par la formulation des [«dix règles d'Avenir suisse»](#) pour une place économique productive et compétitive. Ce nouveau décalogue est accueilli parmi les prises de position publiées dans *La Vie économique*, la très officielle revue éditée par le Secrétariat d'Etat à l'économie.

Quant au fond, Avenir suisse reste fidèle à son credo hyperlibéral: les entreprises doivent pouvoir travailler et se développer dans *«un cadre favorable à l'économie»*, à l'abri des interventions structurelles de l'Etat et des inégalités de traitement, appelées distorsions de la concurrence, de la part des pouvoirs publics. Pas de faveurs systématiques pour les nouveaux entrants sur le marché suisse – par le biais de privilèges fiscaux, de passe-droits immobiliers ou d'autres arrangements spécifiques – au détriment des entreprises déjà actives sur place. Pas de politique industrielle sous couvert de soutien public privilégiant les *«secteurs à la mode»*, telles les technologies propres, les énergies renouvelables, les biosciences ou les nanotechnologies. Pas non plus de création d'emplois au nom d'une promotion économique tous azimuts visant une croissance horizontale, liée à la création de valeur par de nouvelles implantations plutôt que par des gains de productivité; car une telle forme d'encouragement indifférencié a pour inévitable effet d'accentuer les écarts entre les régions métropolitaines, où se concentrent déjà les emplois et les richesses, et le reste du pays qui peine – le pauvre – à

«s'affranchir de l'aide fédérale».

Promoteurs épinglés

Au passage, Avenir Suisse épingle nommément les cantons de Vaud et de Genève: les deux ont pratiqué *«un recours excessif aux privilèges fiscaux sous le régime de l'arrêté Bonny (1995-2007) qui a nui à l'acceptabilité de la concurrence fiscale intercantonale»*. Et de critiquer le gouvernement vaudois qui, pour retenir Novartis à Nyon en 2011, a *«accordé au groupe des allègements fiscaux particuliers et un reclassement lucratif d'une zone industrielle en zone résidentielle avec vue sur le lac Léman»*. Pêché d'interventionnisme étatique empêchant l'évolution normale des structures du secteur privé.

Autre transgression au principe du *fairplay* sur le marché des nouvelles implantations: une lettre de la Greater Zurich Area ([GZA](#)) adressée aux groupes américains ayant leur siège européen en Belgique pour leur suggérer de déménager en Suisse; cette curieuse missive avait soulevé quelques vagues de l'aveu même de la GZA et, selon Avenir Suisse, fâcheusement *«réduit la cote d'estime politique de notre pays au plus fort de la crise de l'euro en 2012»*. La correction aurait pris la forme d'un code

de déontologie, introuvable sur le site pourtant détaillé et somptueux de la GZA qui bénéficie du soutien de six cantons (de Schaffhouse aux Grisons en passant par Zurich, Zoug, Schwyz et Glaris), des villes de Zurich et Winterthour ainsi que d'une dizaine de grandes sociétés privées.

Dans sa prise de position, Avenir Suisse n'évite pas les ambiguïtés. Elle part certes d'un constat avéré, celui de la très bonne santé économique de notre pays, régulièrement situé dans le peloton de tête des classements de [compétitivité](#). Mais elle attribue cette situation avantageuse aux fameuses conditions-cadres, en clair à la liberté de produire et de commercer dans un environnement juridique et réglementaire aussi peu restrictif et contraignant que possible pour l'économie privée. L'exigence de flexibilité s'étend à la promotion des activités et implantations, qui doit se faire avec un minimum de bureaucratie (guichets uniques pour investisseurs, formalités accélérées, etc.) et un maximum d'efficacité administrative.

Double discours et revirements

Sauf que les collectivités ne devraient pas - ou plus - viser systématiquement la multiplication des emplois et

des activités, qui engendre des coûts externes élevés en termes d'infrastructures (transports, logement, etc.) et d'opinion publique, plus précisément de «*scepticisme de la population face à la forte croissance horizontale*». Comme si les entreprises n'avaient pas profité de puiser dans le «*vaste bassin d'actifs*» des pays voisins! Mais voilà, les temps ont changé et le discours des milieux économiques aussi, au risque de délivrer un double message.

Dans le même souffle, pour des raisons politiques évidentes, Avenir Suisse préconise donc des mesures contradictoires. Il s'agirait, d'une part, de serrer le frein au développement quantitatif bénéficiant surtout aux espaces déjà bien pourvus et, d'autre part, de pratiquer la plus grande ouverture à la concurrence, y compris fiscale, entre les cantons et les grandes villes en vue d'attirer de nouvelles implantations sur leur territoire, auquel on aura pris soin de donner une marque identifiable (*branding*).

Cette double politique éclaire la révision amorcée du système de péréquation financière entre la Confédération et les cantons. Pour l'heure, il ne s'agit pas de modifier les bases de calcul, mais bien de faire évoluer l'application du mécanisme de redistribution des richesses. Dans un vote serré et

[abondamment commenté](#), le Conseil national vient d'alléger les charges des cantons riches et donc de réduire les montants des transferts vers les cantons moins bien lotis, majoritaires au sein de la Confédération et donc au Conseil des Etats où le dossier va retourner dans l'espoir d'une solution de compromis.

Dans la Suisse fédéraliste, nous ne risquons pas de voir s'instaurer [Le nouvel égoïsme territorial](#) que l'économiste et géopoliticien français Laurent Davezies identifie en sous-titre comme *Le grand malaise des nations*. Mais le futur que les penseurs d'Avenir Suisse envisagent pour notre pays pourrait bien, qu'ils le veuillent ou non, se caractériser par une exacerbation des dissonances, voire des rivalités, entre villes et champs, entre zones urbaines en développement et territoires ruraux en proie à un mitage appauvrissant.

A moins que la politique ne vienne transformer la géographie. On sait que l'UDC progresse fortement dans les communes d'agglomération - à défaut de gagner les villes-centres. Et cela sous l'effet de la croissance horizontale, dénoncée aussi bien par les opposants à l'immigration massive que par les protagonistes d'Ecopop. Auxquels l'opportunisme des futurologues d'Avenir Suisse donnerait désormais un écho inattendu.

Solar Impulse, retour vers le futur

Un sujet de fierté nationale et une démonstration éblouissante à l'impact pourtant limité

Jacques Guyaz - 11 mars 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27378>

Une idée née en Suisse. Tel est le slogan - habile - choisi par [Solar Impulse](#) pour son tour du monde. Habile, car notre pays est mis en avant, mais sans insister.

L'aventure est mondialisée. Elle met à son profit les médias et les techniques du marketing. Le départ et l'arrivée ont lieu à Abou Dhabi, le centre de contrôle est installé à Monaco. Solar Impulse a choisi des pays où l'argent coule à flots avec un obsessionnel souci d'image. Le discours sur le développement durable, peut-être sincère, est très présent dans ces petites nations. Solar Impulse s'y est greffé sans difficulté.

La Suisse est un étrange pays. Nous formons un peuple rationaliste et pragmatique. On nous juge souvent un peu tristes, mais nous donnons régulièrement naissance à des aventures bizarres, extravagantes, hors des normes. Rappelons Bertrand Piccard, déjà lui, et son tour du monde en ballon en 1999. Ensuite la fantaisie du milliardaire Bertarelli, l'aventure Alinghi, un bateau entièrement conçu et fabriqué en Suisse avec un équipage improbable venu de partout pour ramener la Coupe de l'America au cœur de l'Europe.

Lorsqu'en 1851 la reine Victoria assista à la victoire de

la goélette America sur tous les bateaux anglais, elle ne se doutait sûrement pas que la revanche viendrait 150 ans plus tard, prise par un bateau helvétique. Et maintenant voici des engins aussi étranges que Solar Impulse ou ce bateau biscornu, [Planet Solar](#). On se demande quelles nouveautés le génie helvétique produira encore dans la décennie à venir.

Dans toutes ces péripéties, la Suisse montre ce qu'elle sait faire de mieux. L'innovation technique soutenue par d'importants moyens financiers, un remarquable sens de la gestion de projet et la capacité, assez unique à vrai dire, de faire travailler ensemble des gens de diverses origines et cultures.

Reste la question de l'utilité. A quoi sert toute cette débauche de technologie? Pratiquement à rien. Ce sont de magnifiques actes gratuits, des gestes quasiment aristocratiques qui produisent de belles images, soulèvent une vague de fierté patriotique au bord du Léman - moins évidente sur les rives du lac de Zurich - et puis voilà, c'est à peu près tout.

Dans le domaine de l'aviation et de son avenir, reconnaissons-le, l'équipée de Piccard et Borschberg ne manifeste aucune prétention particulière. Même s'il devait

bénéficier de progrès techniques multipliant par deux ou trois le rendement des cellules solaires, l'éventuel successeur de Solar Impulse resterait un monstre de gigantisme fragile, sans aucune perspective de rentabilité et avec une capacité d'emport dérisoire. Deux évolutions se précisent pourtant dans ce domaine.

Les drones solaires capables de rester en haute altitude plusieurs jours de suite servent à des fins militaires depuis plusieurs années. Leurs applications civiles, telle la substitution des satellites de télécommunication par des engins en vol permanent, sont en vue depuis le rachat par Google de la firme [Titan Aerospace](#).

Et en Allemagne, la mise au point d'un prototype avec un moteur électrique à l'Université de [Stuttgart](#) semble une voie prometteuse. Mentionnons aussi l'utilisation future de la propulsion par hydrogène ou le projet [Clip-Air](#) de l'EPFL. Mais, de ces alternatives, la presse, matraquée par la communication de Solar Impulse, se garde bien de parler.

Selon le site officiel de Solar Impulse, il s'agit en fait de «démontrer comment l'esprit pionnier, l'innovation et les

technologies propres peuvent changer le monde». L'esprit pionnier et l'innovation expriment la culture occidentale depuis 500 ans. Employé à propos des technologies propres, le raccourci est audacieux, dans la mesure où Solar Impulse fait apparaître les limites de l'utilisation du photovoltaïque. Car les avancées techniques du projet concernent plutôt les systèmes électriques, les batteries et les matériaux ultralégers; autant de spécialités d'ingénieur difficiles à vendre au grand public, réputé davantage amateur de rêves que féru de perfectionnements en laboratoire.

Sur le plan financier, reconnaissons que Solar Impulse ne coûte pas exagérément cher. 130 millions de francs, c'est moins que la participation d'Alinghi à la Coupe de l'America et pas davantage que le budget annuel d'une écurie moyenne de Formule 1 automobile. En somme un bon investissement pour des entreprises qui veulent mettre en avant leur expertise technologique. La [Confédération](#) y a consacré 6 millions de francs, y compris la location des hangars à Dübendorf et à Payerne. En échange, elle peut utiliser Solar Impulse pour sa communication. Au total, une mise de fonds intéressante pour parler d'autre chose à

l'étranger que de la fin du secret bancaire.

Solar Impulse exprime la vision et la volonté de Bertrand Piccard. Notre psychiatre lausannois, adepte de l'hypnose, a incontestablement le don singulier de faire partager ses engouements et de réunir autour de lui les compétences et les financements. A mi-chemin entre l'inquiétante capacité de persuasion de Ron Hubbard, le fondateur de l'Eglise de scientologie, et l'entraînante naïveté d'Angelina Jolie, qui ambitionne de sauver la planète, Bertrand Piccard est parvenu à fasciner les Romands avec ses jouets gigantesques et fragiles.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Un passeport pour tous les Suisses

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4917/459625/f_n_4917_459625_459796.htm

<http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2015/739.pdf>

http://www.parlament.ch/f/suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20080432

<http://www.admin.ch/ch/f//pore/va/20040926/index.html>

<http://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2011/2639.pdf>

L'interminable feuilleton de la réforme de l'armée

<http://www.vbs.admin.ch/internet/vbs/fr/home/themen/defence/wea/uebersicht.html>

http://groupe-giardino.ch/?page_id=555&lang=fr

<http://www.promilitia.ch/fr/index.php>

<http://www.domainepublic.ch/articles/11312>

<http://www.domainepublic.ch/articles/15581>

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/s/4917/459223/f_s_4917_459223_459400.htm

Avenir Suisse craint la promotion économique tous azimuts

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/38354.pdf>

http://www.lavieeconomique.ch/files/editions/201502/pdf/12_Mueller_Jentsch_FR.pdf

<http://www.greaterzuricharea.com/fr/qui-sommes-nous/>

<http://www.imd.org/news/2014-World-Competitiveness.cfm>

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Etappensieg-fuer-die-Geberkantone/story/14997188>

<http://www.24heures.ch/suisse/cantons-geneve-vaud-gagnent-victoire-etape/story/20094837>

<http://www.seuil.com/livre-9782021230154.htm>

Solar Impulse, retour vers le futur

<http://info.solarimpulse.com/fr/accueil/>

<http://www.planetsolar.org/>

<http://techcrunch.com/2014/04/14/google-acquires-titan-aerospace-the-drone-company-pursued-by-facebook/>

<http://www.ifb.uni-stuttgart.de/egenius/index.html>

<http://clipair.epfl.ch/>

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/Mit-Bundeshilfe-um-den-Globus/story/26247618>